

## Réforme des finances et de la fiscalité locales



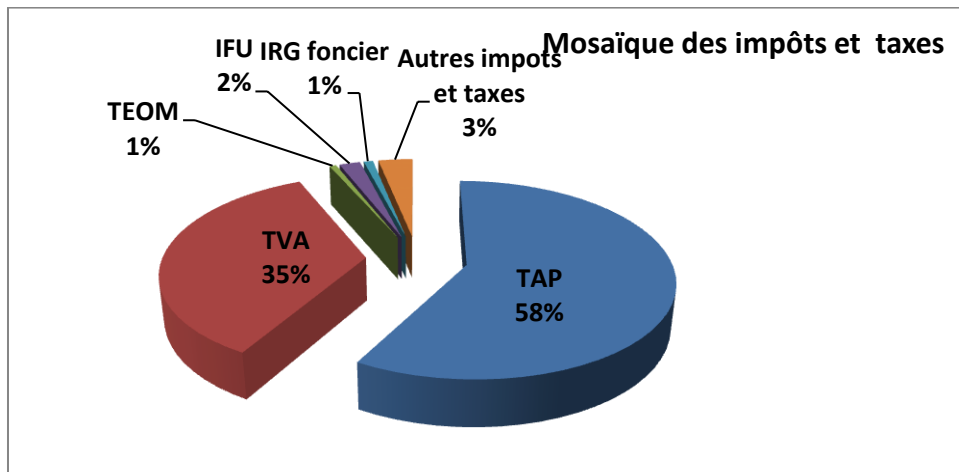
Conformément aux recommandations de la réunion gouvernement-walis tenue le 12 et 13 novembre 2016, et suite aux instructions données par son Excellence Monsieur le Président de la République données lors du Conseil des ministres du 4 octobre 2016, le ministère de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire a entamé une série d'actions dans le cadre de la poursuite des réformes de la finance et de la fiscalité locale.

Cette réforme s'inscrit dans une perspective pluriannuelle, basée sur un diagnostic du système actuel et une réflexion approfondie impliquant les secteurs concernés.

A ce titre, des propositions d'actions immédiates ont été mise en œuvre à travers une feuille de route à court et moyen terme pour arriver à une réforme en profondeur qui permette de corriger les insuffisances et dysfonctionnements enregistrés au niveau des finances des collectivités locales.

### **1- Diagnostic du système actuel :**

- Une mosaïque d'impôts et taxes importantes (24 impôts et taxes, [télécharger PDF](#))
- Une forte disparité du rendement entre les différents impôts et taxes ;
- Une structure fiscale favorisant les régions industrielles et ou commerciales ;
- Un faible rendement des impôts assis sur le patrimoine ;
- La faiblesse de la ressource humaine locale ;



## 2- Recommandations concrétisées :

Certaines actions à court terme ont été prises par les pouvoirs publics afin d'améliorer la situation financière des collectivités locales et qui se sont concrétisées à travers les mesures ci après :

### A) Mesures destinées à améliorer les ressources financières des collectivités locales:

Afin d'optimiser les recettes fiscales des collectivités locales et principalement celles des communes, les mesures ci- après ont été insérées dans les différentes lois de finances à savoir :

- l'affectation au profit des communes de 50 % du produit de l'IRG sur les revenus locatifs;
- la révision à la hausse de la taxe spéciale sur les permis immobiliers, notamment au niveau des grandes agglomérations;
- l'extension de la taxe de séjour à l'ensemble des communes, avec une révision de son tarif à la hausse de manière pondérée, selon la classification des centres d'hébergement concernés;
- la révision à la hausse de la redevance due à l'État, la wilaya ou la commune au titre de l'installation d'ouvrages sur leur domaine public respectif, en vertu de permission de voirie par des personnes physiques ou morales de droit public ou privé;
- l'affectation d'une quote-part de la taxe applicable aux rechargements prépayés effectué par les opérateurs de téléphonie mobile ;
- la création d'une taxe à la charge des bénéficiaires des terrains viabilisés à vocation industrielle par voie de cession par les organismes aménageurs publics ;
- l'affectation des quotes-parts, de l'ensemble des taxes écologiques, réservées à l'État au profit des communes;

- L'affectation au profit des collectivités locales de 50% du produit de l'impôt forfaitaire unique (IFU) ;
- La réforme du système de la solidarité financière inter-collectivités locales ;
- L'octroi d'une dotation annuelle au profit des collectivités locales sur le budget de l'État, pour la prise en charge de toute incidence financière liée à l'augmentation des salaires des fonctionnaires des collectivités locales (article 83 de LF pour 2008) ;
- L'octroi d'une dotation annuelle au profit des communes, sur le budget de l'État pour la prise en charge des dépenses de fonctionnement et de gardiennage des écoles primaires;

**B) Mesures destinées à instaurer la rationalisation et la modernisation de la gestion des collectivités locales:**

- Informatisation des données physiques et financières des budgets locaux.
- Normalisation des coûts des dépenses de certains services publics locaux (l'enlèvement des ordures ménagères- voirie communale).
- L'instauration du contrôle préalable des dépenses engagées par les communes.
- Introduction graduelle du budget électronique des collectivités locales.
- L'autorisation pour les communes de procéder, durant le premier trimestre civil de chaque année, au mandatement à découvert, des dépenses à caractère obligatoire (article 16 LF 2009).

**C) Mesures destinées à l'amélioration de la gestion budgétaire des collectivités locales:**

En application des dispositifs du code communal de 2011, le Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'aménagement du territoire a entamé les actions de modernisation de la gestion financière des collectivités locales, notamment l'élaboration d'un nouveau budget communal : décret exécutif n°12-315 du 21 août 2012 portant la forme et le contenu du budget communal.

Dans ce cadre, une série de journées d'étude sur le nouveau budget communal a été organisé par le Ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire au profit des cadres locaux (inspecteurs généraux des wilayas, directeurs de l'administration locale, chefs des daïras, secrétaires généraux des daïras, présidents d'assemblées populaires communales, secrétaires généraux des communes, trésoriers communaux et intercommunaux et les contrôleurs financiers des communes), avec la

participation des représentants de la Cour des comptes et des représentants du Ministère des Finances.

La démarche préconisée par le Ministère quant à la mise en œuvre de cette nouvelle nomenclature budgétaire pour l'ensemble des communes consiste à :

**-Actualisation de l'instruction interministérielle C1 :**

La mise en place d'un comité Ad-hoc chargé de la révision et de l'actualisation de l'instruction C1 sur les opérations financières des communes.

**-Programme de formation et de mise à niveau :**

La mise en place d'un programme de formation sur le nouveau budget sous forme de stages bloqués au profit des secrétaires généraux des communes et les responsables financiers ainsi que les présidents d'assemblées populaires communales.

**- Informatisation de la gestion budgétaire :**

L'élaboration d'un logiciel destiné aux ordonnateurs relatif à la préparation, élaboration et l'exécution du nouveau budget communal.

**3- Perspectives de la réforme des finances et de la fiscalité locale**

Suite aux recommandations de la réunion gouvernement-walis tenue le 12 et 13 novembre 2016, une démarche stratégique de codification de la législation fiscale locale a été initiée à travers la préparation d'un code pour la fiscalité locale, ce nouveau code va permettre de prendre en charge les aspects relatifs à la simplification et la modernisation du cadre juridique, réglementaire et institutionnel de la fiscalité locale.

A cet effet, les grands principes qui seront fixés par ce nouveau code sont :

- L'octroi d'un pouvoir fiscal aux communes et aux wilayas.
- L'institution d'une politique fiscale locale qui sera discutée par les Assemblées populaires des wilayas.
- Le recadrage des relations financières entre l'État et les collectivités locales.
- La création d'un organe national consultatif en matière de fiscalité locale (observatoire national de la fiscalité locale) chargé d'élaborer un rapport annuel sur la situation de la fiscalité locale.